



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fédération Française d'Athlétisme

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Fédération Française d'Athlétisme
33, avenue Pierre de Coubertin - 75640 Paris Cedex 13

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fédération Française d'Athlétisme

33, avenue Pierre de Coubertin - 75640 Paris Cedex 13

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de la Fédération Française d'Athlétisme,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération Française d'Athlétisme relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



Le paragraphe « Correction d'erreur » de la note « Règles et méthodes comptable » de l'annexe des comptes annuels, expose l'impact sur les comptes annuels de la correction d'erreur comptabilisée à l'ouverture de l'exercice. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le correct traitement comptable de cette opération ainsi que le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe.

Le paragraphe « C. Continuité d'exploitation » de la note « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels, expose l'impact du résultat comptable de l'exercice sur les fonds propres de l'association ainsi que sur la trésorerie disponible. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 7 avril 2025

KPMG SA

Erik

Boulois

Signature
numérique de
Erik Boulois
Date : 2025.04.07
16:28:27 +02'00'

Erik Boulois

Associé

FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME

33 Avenue Pierre de Coubertin

75640 PARIS CEDEX 13

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

YZICO Nancy Technopole de Nancy Brabois 2 allée d'Evry - CS 60132 - 54600 Villers-les-Nancy Cedex

Tél. 03 83 67 69 00 - Courriel : nancy@yzico.fr - Site Internet : www.yzico.fr

SAS au capital de 17 517 000,00 € - inscrite au Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables du Grand Est et de l'Île-de-France.

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Est - SIREN N°790 659 098 RCS Nancy - TVA intracommunautaire FR 28 790 659 098

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	4 495 256	3 310 962	1 184 295	1 017 386
Autres immob. incorporelles / Avances et	4 000	4 000		
Immobilisations corporelles				
Terrains	164 874		164 874	164 874
Constructions	3 889 169	1 962 386	1 926 783	2 027 421
Installations techniques, matériel et outilla	739 538	658 818	80 721	152 035
Autres immobilisations corporelles	789 683	603 408	186 275	194 435
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	68 405		68 405	72 905
Autres immobilisations financières	22 648		22 648	27 094
Total I	10 173 574	6 539 573	3 634 001	3 656 150
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				838 090
Produits intermédiaires et finis				38 479
Marchandises	25 060		25 060	11 479
Avances et acomptes versés sur comman	131 719		131 719	25 609
Créances				
Usagers et comptes rattachés	2 056 796	647 316	1 409 480	2 224 648
Autres créances	1 359 550		1 359 550	1 566 855
Divers				
Valeurs mobilières de placement	719 956		719 956	5 146 408
Disponibilités	4 301 193		4 301 193	1 366 314
Charges constatées d'avance	972 963		972 963	1 068 871
Total II	9 567 236	647 316	8 919 920	12 286 754
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	19 740 810	7 186 889	12 553 920	15 942 904

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	2 149 197	2 018 894
Réserves pour projet de l'entité	2 149 197	2 018 894
Report à nouveau		16 640
Excédent ou déficit de l'exercice	-3 623 306	113 663
Situation nette (sous-total)	-1 474 109	2 149 197
Total I	-1 474 109	2 149 197
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés		140 704
Total II		140 704
PROVISIONS		
Provisions pour risques	70 500	145 000
Total III	70 500	145 000
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	849 910	992 891
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	849 910	992 891
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 474 628	3 512 327
Dettes fiscales et sociales	1 664 671	1 423 367
Autres dettes	127 060	148 069
Produits constatés d'avance	7 841 260	7 431 348
Total IV	13 957 529	13 508 003
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	12 553 920	15 942 904

Compte de fonctionnement

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Cotisations	12 142 269	43,36	11 499 654	47,69	642 615
Ventes de biens et de services	9 917 331		7 611 402		2 305 929
Ventes de biens	75 773	0,27	1 438 444	5,97	-1 362 671
Ventes de prestations services	9 841 558	35,14	6 172 958	25,60	3 668 600
Produits de tiers financeurs	6 059 623		6 498 891		-439 269
Concours publics et subventions d'exploita	5 894 200	21,05	4 964 567	20,59	929 633
Ressources liées à la générosité du public	52 761	0,19	38 250	0,16	14 511
Contributions financières	112 661	0,40	1 496 075	6,20	-1 383 413
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts	299 947	1,07	943 742	3,91	-643 795
Utilisation des fonds dédiés	140 704	0,50	143 302	0,59	-2 598
Autres produits	770 004	2,75	791 784	3,28	-21 780
Total I	29 329 877	104,73	27 488 775	114,00	1 841 103
CHARGES D'EXPLOITATION					
Achats de marchandises	189 310	0,68	1 546 886	6,41	-1 357 577
Variations de stock	862 988	3,08	-542 968	-2,25	1 405 956
Autres achats et charges externes	18 650 236	66,59	16 354 148	67,82	2 296 087
Aides financières	2 866 972	10,24	1 702 338	7,06	1 164 635
Impôts, taxes et versements assimilés	430 274	1,54	379 735	1,57	50 540
Salaires et traitements	4 694 394	16,76	3 949 664	16,38	744 729
Charges sociales	1 988 568	7,10	1 714 031	7,11	274 537
Dotations aux amortissements et aux dépr	1 096 920	3,92	492 421	2,04	604 499
Dotations aux provisions	70 500	0,25			70 500
Reports en fonds dédiés			135 000	0,56	-135 000
Autres charges	1 544 279	5,51	1 449 767	6,01	94 512
Total II	32 394 440	115,67	27 181 023	112,72	5 213 418
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-3 064 563	-10,94	307 752	1,28	-3 372 315
PRODUITS FINANCIERS					
D'autres valeurs mobilières et créances de	5 556	0,02	6 172	0,03	-617
Autres intérêts et produits assimilés	49 201	0,18	27 520	0,11	21 681
Différences positives de change	20 444	0,07	48 997	0,20	-28 553
Total III	75 200	0,27	82 689	0,34	-7 489
CHARGES FINANCIERES					
Intérêts et charges assimilées	18 230	0,07	5 885	0,02	12 345
Différences négatives de change	40 684	0,15	18 603	0,08	22 081
Total IV	58 914	0,21	24 488	0,10	34 426
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	16 286	0,06	58 201	0,24	-41 914
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	-3 048 277	-10,88	365 953	1,52	-3 414 230
PRODUITS EXCEPTIONNELS					
Sur opérations de gestion	208 234	0,74	582 307	2,41	-374 073
Sur opérations en capital	3 631	0,01			3 631
Total V	211 866	0,76	582 307	2,41	-370 442
CHARGES EXCEPTIONNELLES					
Sur opérations de gestion	939 207	3,35	766 477	3,18	172 729
Sur opérations en capital	5 000	0,02			5 000
Dot. amortissements, aux dépréciations et	590				590

Compte de fonctionnement

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)
Total VI	944 796	3,37	766 477	3,18	178 319
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-732 931	-2,62	-184 170	-0,76	-548 761
Participation des salariés aux résultats (VI)			14 330	0,06	-14 330
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-157 902	-0,56	53 790	0,22	-211 692
Total des produits (I + III + V)	29 616 943	105,75	28 153 771	116,75	1 463 172
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	33 240 249	118,69	28 040 108	116,28	5 200 141
EXCEDENT OU DEFICIT	-3 623 306	-12,94	113 663	0,47	-3 736 969
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA					
Prestations en nature	298 418				298 418
Bénévolat	2 121 650		1 946 353		175 297
TOTAL	2 420 068		1 946 353		473 715
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO					
Mise à disposition gratuite	298 418				298 418
Personnel bénévole	2 121 650		1 946 353		175 297
TOTAL	2 420 068		1 946 353		473 715

COMPTES ANNUELS

2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 12 553 920 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 3 623 306 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 04/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

La Fédération française d'athlétisme (FFA) est une association loi 1901 fondée en 1920. Elle a pour missions, dans le cadre de la délégation accordée par le Ministère chargé des sports, de développer, de contrôler et d'organiser la pratique de l'athlétisme sous toutes ses formes (piste, running, Athlé santé, jeunes), de défendre les intérêts moraux et matériels de l'athlétisme français et d'assurer la représentation de ces disciplines sur le plan international.

Les principales missions de la Fédération :

- Organiser, développer et contrôler la pratique de l'athlétisme sous toutes ses formes à savoir :
- Athlétisme en stade (courses, sauts, lancers, épreuves combinées et marche athlétique)
- Athlétisme hors stade (cross-country, running, marche nordique, trails, la course en montagne...)
- Défendre les intérêts moraux et matériels de l'athlétisme français
- Assurer la représentation de l'athlétisme français sur le plan international
- Assurer l'accès de toutes et tous à la pratique des activités physiques et sportives
- Former les dirigeants, animateurs, formateurs et entraîneurs fédéraux
- Délivrer les titres fédéraux

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis en conformité avec le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 à jour des différents règlements complémentaires, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 modifié, relatif au plan comptable général.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Règles et méthodes comptables

- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Correction d'erreur

Au cours de l'exercice 2023, la Fédération Française d'Athlétisme avait comptabilisé en stock des équipements de sport pour un montant de 838 090€. Cette somme était constituée de matériels et équipements sportifs obtenus par l'association suite à des échanges de biens et services avec ses partenaires. La part des matériels et équipements sportifs reçus par l'association, mais non utilisée à la clôture, était constatée en stock dans les comptes. Il est par ailleurs précisé que ces matériels et équipements n'étaient pas destinés à être vendus par l'association.

Par conséquent, la Fédération a comptabilisé une charge d'un montant de 838 090 euros au 1er janvier 2024 afin d'annuler ce stock.

Les matériels et équipements sportifs achetés par la Fédération, et qui seront utilisés sur des événements sportifs ultérieurs, sont comptabilisés en charge constatées d'avance à la clôture des comptes.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 3 à 10 ans
- * Installations techniques : 4 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 10 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

A. Les JOP :

L'année 2024 a été marquée par la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris. L'athlétisme étant le premier sport olympique, la Fédération a été impactée à trois niveaux :

1. Les Équipes de France d'Athlétisme ont participées chez elle à cet événement majeur. Les frais associés à cet événement ont été impactés sur le budget du chapitre 2 - Haut Niveau.
2. Les collaborateurs ont vu leurs bureaux déplacés durant une quinzaine de jour en face du Stade de France sans que cela n'est d'impact sur le budget grâce au partenariat avec Randstad. Le budget de cet événement a été impacté sur le chapitre 8 – Structure fédérale.
3. Une mission exceptionnelle confiée par l'ANS a été organisée grâce à un financement spécifique, la Grande Cause Nationale.

B. Les élections :

Le 14 décembre 2024 se sont tenues des élections pour le renouvellement des instances fédérales. Le budget associé à cet événement a été impacté sur le chapitre 8 – Structure fédérale.

C. Continuité de l'exploitation :

Au 31 décembre 2024, et après prise en compte du résultat déficitaire de l'exercice 2024, les fonds propres de l'association sont négatifs à hauteur de - 1 474 109 euros.

Cette situation déficitaire résulte du résultat net 2024 qui s'élève à - 3 623 306 euros.

La Fédération a mis en place, depuis le début de l'exercice 2025, plusieurs actions afin de reconstituer ses fonds propres et couvrir ses besoins futurs en trésorerie :

- Un Budget 2025 de la Fédération voté par le Comité directeur du 4 avril 2025 qui ressort avec un excédent de 1 000 000 €,
- L'obtention d'un prêt de trésorerie de 1 000 000 € en avril 2025 remboursable en deux fractions de 500 000 € aux 30/09/2025 et 31/01/2026, au taux de 2 % l'an,
- L'avancement calendaire de l'encaissement des aides avec l'accord des partenaires (1 440 000€ d'ici au 30 juin 2025),
- La mise en place d'une procédure de remontée plus rapide des licences auprès des Ligues régionales à compter de juin 2025, (417 000€ encaissés en juillet 2025 et 792 000€ encaissés au 31 août 2025),

Le plan de trésorerie à 12 mois de l'association montre que les besoins de trésorerie sont couverts par les actions arrêtées par le Comité directeur et présentées ci-dessus.

La gouvernance de l'association est confiante quant aux perspectives futures et considère qu'il est approprié d'arrêter les comptes dans le principe de continuité d'exploitation.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 174 831	351 390	26 964	4 499 256
Immobilisations incorporelles	4 174 831	351 390	26 964	4 499 256
- Terrains	164 874			164 874
- Constructions sur sol propre	2 356 898			2 356 898
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 472 954	79 264	19 947	1 532 271
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	733 259	6 280		739 538
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	15 486			15 486
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	808 870	52 072	86 746	774 197
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	5 552 341	137 616	106 693	5 583 265
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	72 905	500	5 000	68 405
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	27 094		4 446	22 648
Immobilisations financières	99 999	500	9 446	91 053
ACTIF IMMOBILISE	9 827 171	489 506	143 103	10 173 574

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	351 390	137 616	500	489 506
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	351 390	137 616	500	489 506
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	26 964	106 693	9 446	143 103
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	26 964	106 693	9 446	143 103

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 157 445	184 481	26 964	3 314 962
Immobilisations incorporelles	3 157 445	184 481	26 964	3 314 962
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	1 358 490	47 138		1 405 627
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	443 941	132 764	19 946	556 758
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	581 223	77 594		658 818
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	7 312	3 550		10 862
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	622 610	56 682	86 746	592 547
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	3 013 576	317 728	106 692	3 224 612
ACTIF IMMOBILISE	6 171 021	502 210	133 656	6 539 573

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 411 957 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	22 648		22 648
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 056 796	2 056 796	
Autres	1 359 550	1 359 550	
Charges constatées d'avance	972 963	972 963	
Total	4 411 957	4 389 309	22 648
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Redevables-Factures à établir	78 759
IJSS à recevoir	2 480
Total	81 239

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	117 054	595 300	65 037	647 316
Total	117 054	595 300	65 037	647 316
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		595 300	210 037	
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de re					
Fonds propres avec droit de re					
Ecart de réévaluation					
Réserves	2 018 894	113 663	16 640		2 149 197
Report à Nouveau	16 640			16 640	
Excédent ou déficit de l'exercice	113 663	-113 663		3 623 306	-3 623 306
Situation nette	2 149 197		16 640	3 639 946	-1 474 109
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commo					
TOTAL	2 149 197		16 640	3 639 946	-1 474 109

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	145 000	70 500	145 000		70 500
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	145 000	70 500	145 000		70 500
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		70 500			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 13 957 529 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à plus de 1 an à l'origine	849 910	143 469	436 383	270 058
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 474 628	3 474 628		
Dettes fiscales et sociales	1 664 671	1 664 671		
Dettes sur immobilisations et comptes				
Autres dettes (**)	127 060	127 060		
Produits constatés d'avance	7 841 260	7 841 260		
Total	13 957 529	13 251 088	436 383	270 058
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	142 981			

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs Factures non parvenues	342 474
Personnel - Provision CP	304 359
Personnel - Provision CET	211 842
Provision Charges Pat sur CP	137 913
Cotisations fiscales sur CP	46 876
Etat - charges à payer	67
Redevable avoir à établir	25 719
Charges à payer	6 600
Total	1 075 851

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges div constatées d avance	972 963		
Total	972 963		

Une écriture de charge constatée d'avance a été comptabilisé au 31 décembre 2024 pour un montant de 625.464,40 € correspondant aux stocks d'équipements livrés qui doivent être utilisés d'après un prévisionnel jusqu'au 31 août 2025.

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PCA Licences - Cotisations	7 774 593		
Produits Constatés d Avance	66 667		
Total	7 841 260		

Les produits constatés d'avance s'expliquent comme suit :

- Les licences et les cotisations sont valables sur la période du premier septembre au 31 août. Par conséquent les licences et les cotisations encaissées par la FFA pour l'exercice 2024 sont encaissées en septembre 2024 pour une période allant du 01/09/2024 au 31/08/2025. Il y a donc un produit constaté d'avance pour une période de 8 mois.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 52 800 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		43 500				43 500
Subventions d'exploitation			864 000		4 986 700	5 850 700
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissem						
						5 894 200

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 68 personnes dont 7 apprentis.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	27	15	42	42
Employés	13	21	34	34
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	40	36	76	76

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions ...)

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024 :

1. En conformité avec les articles 261-7-1°-d et 242-c du Code Général des Impôts, et en application de l'Article 31 des Statuts de la Fédération, le Comité Directeur, dans sa séance du 7 janvier 2017, a décidé des modalités de rétribution du Président de la Fédération.

Au titre de la période courant du 1er janvier 2024 au 14 décembre 2024, le montant de la rétribution versée au Président André GIRAUD s'est élevé à 71 521,95€ bruts, correspondant à une rémunération nette de 63 404,21€ (avant prélèvement à la source).

2. En application de l'Article 20 de la Loi N° 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles, ou salariés, Président, Secrétaire général et Trésorier général s'est ainsi élevé à 71 521 .95€ bruts pour l'Exercice 2024.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	26 830
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Intérêts d'emprunts</i>	13 899
Autres engagements donnés	13 899
Total	40 729

La convention collective du sport (CCN 3328) à laquelle l'association est rattachée prévoit des Indemnités de Fin de Carrière (IFC). Il n'a pas été signé d'accord particulier.

Les engagements correspondants n'ont pas été comptabilisés.

Cet état des provisions est le résultat d'un calcul théorique basé sur des règles comptables qui fournit une information sur les potentiels décaissements à venir.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les principales hypothèses de calcul de l'engagement actuariel sont les suivantes :

Méthode de calcul : ANC 2021

Augmentation annuelle des salaires : 1.50%

Rotation des effectifs : 2% pour les cadres et 3.50% pour les non cadres

Taux actualisation retenu : 3,36%

Cotisations sociales et fiscales patronales : 48% pour les cadres et 40% pour les non cadres

Âge de départ prévu : 66 ans pour les cadres et 64 ans pour les non cadres.

Le montant prévisionnel de décaissement s'élève 171 119€ pour l'année 2024.

Contributions volontaires

Autres informations

Les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées en fonction du nombre de jours de bénévolat effectués par les bénévoles de la Fédération lors des événements organisés en 2024. Le nombre de jours a été multiplié par une valorisation journalière. Cette valorisation a été définie en fonction des missions effectuées par les bénévoles. A défaut, une valorisation minimale correspondant au SMIC a été appliquée.

Le montant des contributions volontaires en nature lié au bénévolat de l'année 2024 s'élève donc à 2 121 649,65€.

Une mise à disposition gratuite de biens a été évalué à 298 417,92€ pour l'année 2024

Elle correspond :

- à la mise à disposition de la ville d'ANGERS des installations pour les championnats de France d'Athlétisme Elite de Juin 2024
- au prêt de locaux pour le Comité Directeur de la FFA par la Région Île-de-France .

Fonds dédiés

Contributions financières d'autres organismes

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours.	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
<i>FONDS DEDIES</i>	140 704	140 703	140 703				
Total	140 704	140 703	140 703				